

ProRSE (Association luxembourgeoise des professionnels de la RSE), ASBL

STATUTS

- Julie Castiaux, Belge, manager chez Deloitte, 560, rue de Neudorf, L-2220 Luxembourg ;
- Agnès Coupez, Française/Allemande, consultante chez ADT-Center, 105 rue de Mamer, L-8081 Bertrange ;
- Stéphanie Deltenre, Belge, managing director chez CCD Partners, 5, route de Mondorf, L-5750 Frisange ;
- Bernard Fontanive, Français, consultant chez Act Today, 29, boulevard Grande-Duchesse Charlotte, L-1331 Luxembourg ;
- Norman Fisch, Luxembourgeois, coordinateur chez INDR, 7, rue Alcide de Gasperi, L-1030 Luxembourg ;
- Morgane Haessler, Française, gestionnaire de projet chez INDR, 7, rue Alcide de Gasperi, L-1030 Luxembourg ;
- Marie-Laure Jacquet, Belge, responsable RH chez PROgroup, 11, rue de l'Industrie, L-8399 Windhof ;
- Martine Peters, Luxembourgeoise, conseillère de direction chez UEL, 7, rue Alcide de Gasperi, L-1030 Luxembourg ;
- Laurence Ponchaut, Belge, managing director chez Distinct Communication, 42, rue basse, L-7307 Steinsel ;
- Joseph Stevens, Belge, consultant chez Arcad, 11, rue des Trois Cantons, L-8399 Windhof ;
- Jane Wilkinson, Anglaise, partner chez KPMG, 39, avenue John F. Kennedy, L-1855 Luxembourg

et tous ceux qui deviendront membres par la suite, ont constitué une association sans but lucratif régie par la loi du 21 avril 1928, telle qu'elle a été modifiée, et par les présents statuts.

Titre I. Dénomination, Objet, Siège, Durée

Art. 1er : L'association porte la dénomination de ProRSE (Association luxembourgeoise des professionnels de la RSE) A.s.b.l.

Art. 2 : L'association a pour objet de regrouper tous les professionnels actifs de la RSE (Responsabilité sociale des entreprises) au Grand-Duché de Luxembourg.

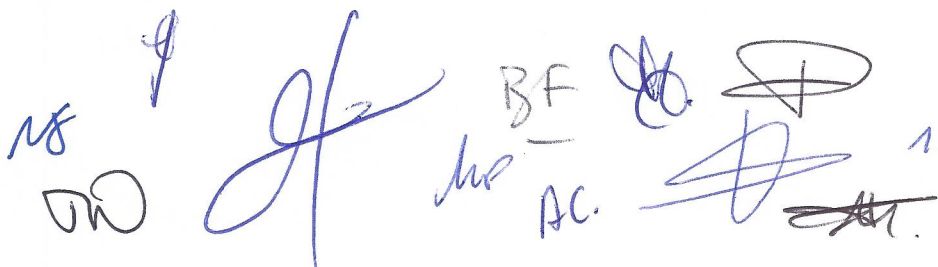
Elle vise à :

- défendre les intérêts des professionnels des métiers liés à la RSE
- promouvoir et développer les professions liées à la RSE
- assurer la représentation de ses membres auprès de groupements d'intérêts nationaux ou internationaux et de l'Etat
- définir un cadre déontologique et garantir le respect des pratiques professionnelles
- faciliter les contacts, échanges d'expériences et coopérations entre personnes physiques et morales, liés aux thématiques de la RSE
- améliorer le niveau d'information et de formation professionnelle des membres et promouvoir la qualité des prestations liées à la RSE

Art. 3 : L'association a son siège social à Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à n'importe quel endroit au Grand-Duché de Luxembourg, par simple décision du conseil d'administration.

Art. 4 : La durée de l'association est indéterminée.

The bottom of the page features several handwritten signatures and initials in blue ink. From left to right, there is a signature that appears to be 'NS', a large stylized signature, a signature with 'BF' above it, a signature with 'AC.' below it, and a signature with '1.' to its right. There are also some other less distinct marks and initials.

Titre 2. Exercice social

Art. 5 : L'exercice social coïncide avec l'année civile.

Titre 3. Membres

Art. 6 : Pour devenir membre de l'association, le candidat doit être un professionnel actif (indépendant ou salarié d'une société domiciliée au Luxembourg) dans un des métiers liés à la RSE au Luxembourg, notamment consultant, auditeur, responsable QSE, coordinateur ou responsable RSE, etc. Les experts agréés ainsi que les collaborateurs de l'INDR sont d'office membres de l'association pendant la durée de leur engagement.

Toute personne physique désirant faire partie de l'association doit présenter une demande d'adhésion écrite au conseil d'administration, qui procède à l'examen de la demande et s'entoure de tous les éléments d'appréciation nécessaires pour prendre sa décision. Le conseil d'administration décide souverainement et n'est pas obligé de faire connaître les motifs pour lesquels l'adhésion aura, le cas échéant, été refusée. L'adhésion prend effet au moment du paiement de la cotisation.

Art. 7 : Le nombre minimum de membres est de cinq.

Art. 8 : Tout membre peut quitter l'association en adressant par lettre recommandée sa démission au conseil d'administration.

Est réputé démissionnaire tout membre qui, après mise en demeure lui envoyée par lettre recommandée, ne s'est pas acquitté de la cotisation dans le délai de 15 jours à partir de l'envoi de la mise en demeure.

Art. 9 : Tout membre peut être exclu par le conseil d'administration

- en cas d'infraction grave aux présents statuts,
- en cas de manquement important à ses obligations envers l'association, constatés par le conseil d'administration,

Un recours dûment motivé devant l'assemblée générale est possible. L'assemblée générale décide souverainement en dernière instance, à la majorité des deux tiers des membres présents ou représentés.

Titre 4. Assemblée générale

Art. 10 : L'assemblée générale a tous les pouvoirs que la loi ou les présents statuts n'ont pas attribués à un autre organe de l'association.

L'assemblée générale se réunit au moins une fois par année civile, sur convocation du président du conseil d'administration, adressée un mois à l'avance par lettre circulaire à tous les membres, ensemble avec l'ordre du jour.

L'assemblée générale se réunit pareillement sur demande d'un cinquième des membres.

Pour les votes, il sera loisible aux membres de se faire représenter par un autre membre à l'aide d'une procuration écrite, avec une limitation de deux procurations par membre.

Les résolutions de l'assemblée générale seront portées à la connaissance des membres par lettre circulaire ou par tout autre moyen approprié.

Art. 11 : Les résolutions pourront être prises en dehors de l'ordre du jour, à condition toutefois que l'assemblée générale y consente à la majorité de deux tiers des membres présents ou représentés.

Titre 5. Administration

Art. 12 : L'association est gérée par un conseil d'administration composé de 4 membres au moins, élus parmi les membres par l'assemblée générale à la majorité simple des votes valablement émis et sous condition que la moitié des membres du conseil d'administration soit « expert agréé par l'INDR ».

La durée de leur mandat est de 2 ans. Les administrateurs désignent entre eux, à la simple majorité, ceux qui exerceront les fonctions de président, vice-président, secrétaire et trésorier. Le président doit obligatoirement avoir le statut d'expert agréé par l'INDR.

Handwritten signatures and initials at the bottom of the page, including a large signature on the left, several smaller initials in the center, and a signature with 'BE' and 'AC. 2.' on the right.

Les pouvoirs des administrateurs sont ceux résultant de la loi et des présents statuts. Les décisions se prennent par vote à la majorité simple et en cas d'égalité, le président a une voix prépondérante. Les administrateurs sont rééligibles.

Art. 13 : Le conseil d'administration se réunit chaque fois que les intérêts de l'association l'exigent. De même, le conseil d'administration doit se réunir à la demande de la moitié des administrateurs ou à la demande de son président.

Les administrateurs sont convoqués par simple lettre ou par tout autre moyen approprié.

Art. 14 : La signature conjointe du président et d'au moins un administrateur engage l'association.

Art. 15: Le conseil d'administration peut, sous sa responsabilité, déléguer pour des affaires particulières ses pouvoirs à un des administrateurs ou à un tiers.

Art. 16 : L'administrateur qui a un intérêt opposé à celui de l'association, dans une opération soumise à l'approbation du conseil d'administration, est tenu d'en prévenir le conseil et de faire mentionner cette déclaration au procès-verbal de la séance. Il ne peut prendre part à cette délibération. Il est spécialement rendu compte, à la première assemblée générale, avant tout vote sur d'autres résolutions, des opérations dans lesquelles un des administrateurs aurait eu un intérêt opposé à celui de l'association.

Titre 6. Contributions et Cotisations

Art. 17 : Les membres seront tenus de payer une contribution dont le montant est fixé par l'assemblée générale. Cette cotisation annuelle ne sera pas restituée en cas de démission du membre ou si le membre ne travaille plus pour son entreprise.

Art. 18 : La cotisation maximale pouvant être exigée des membres est fixée périodiquement par l'assemblée générale.

Titre 7. Mode d'établissement des comptes

Art. 19 : Le conseil d'administration établit le compte des recettes et des dépenses de l'exercice social et le soumet pour approbation à l'assemblée générale annuelle ensemble avec un projet de budget pour l'exercice suivant.

Titre 8. Modification des statuts

Art. 20 : L'assemblée générale ne peut valablement délibérer sur les modifications à apporter aux statuts que si celles-ci sont expressément indiquées dans l'avis de convocation et si l'assemblée générale réunit au moins deux tiers des membres.

Art. 21 : Les modifications des statuts ainsi que leur publication s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Titre 9. Dissolution et liquidation

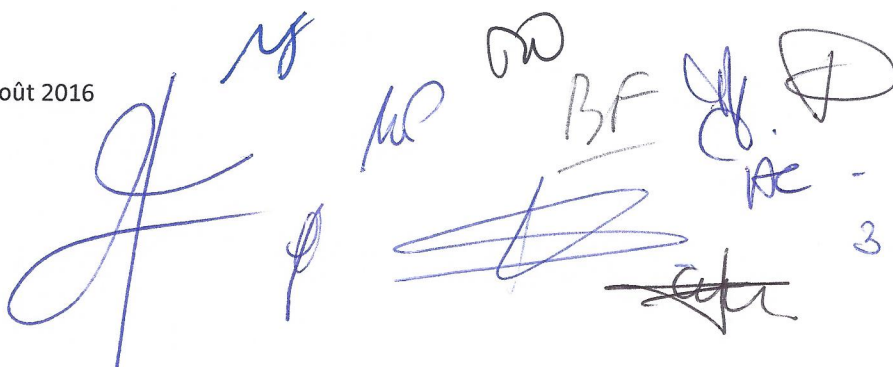
Art. 22 : La dissolution et la liquidation de l'association s'opèrent conformément aux dispositions afférentes de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

Art. 23 : En cas de dissolution de l'association, son patrimoine sera affecté à une association à désigner par l'assemblée générale.

Titre 10. Dispositions finales

Art. 24 : Pour tous les points non réglés par les présents statuts, les comparants déclarent expressément se soumettre aux dispositions de la loi du 21 avril 1928, telle que modifiée.

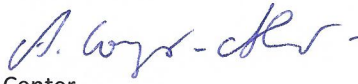
Fait à Luxembourg, le 18 août 2016



Julie Castiaux
Manager, Deloitte



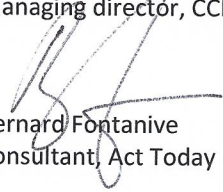
Agnès Coupez
Consultante, ADT-Center



Stéphanie Deltenre
Managing director, CCD Partners



Bernard Fontanive
Consultant, Act Today



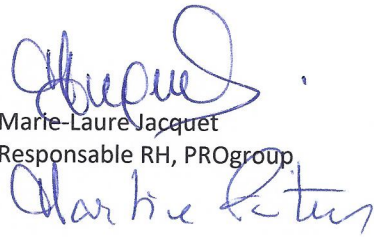
Norman Fisch
Coordinateur, INDR



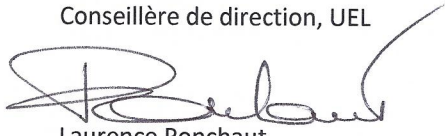
Morgane Haessler
Gestionnaire de projets, INDR



Marie-Laure Jacquet
Responsable RH, PROgroup

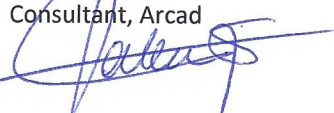


Martine Peters
Conseillère de direction, UEL



Laurence Ponchaut
Managing director, Distinct Communication

Joseph Stevens
Consultant, Arcad



Jane Wilkinson
Partner, KPMG

